

Les membres discutent de la relation entre le commerce et les taux de change

Deux jours de discussions intensives sur la relation entre les taux de change et le commerce n'ont pas débouché sur des solutions claires permettant de réduire au maximum l'effet qu'exercent l'instabilité des taux de change et la distorsion du commerce.

L'atelier de deux jours, organisé par l'OMC, était souhaité depuis longtemps par le Brésil, dont les secteurs industriels ont été durement touchés par les fluctuations des devises au cours des quelques dernières années. L'ambassadeur du Brésil, M. Roberto Azevedo, a déclaré que son pays espère une discussion honnête sur les mauvais alignements des devises, les origines de ceux-ci, et sur la façon dont l'OMC peut contribuer à corriger leurs effets sur les aspects liés au commerce des fluctuations des taux de change.

Ce qui était en jeu, ce n'était pas tellement l'instabilité des taux de change (les mouvements à la hausse et à la baisse d'une devise) mais plutôt les mauvais alignements – qui sont décrits comme « des déviations soutenues des taux de change nominaux par rapport à leur valeur d'équilibre ».

Le Brésil veut savoir quelle est la cause de ces « déviations soutenues », s'il s'agit des politiques financières de ses membres (p. ex., les États-Unis et leur politique de relâchement quantitatif ou les prétendues manipulations de devises par la Chine). Si l'on reconnaît que ceci crée des problèmes, l'OMC est-elle bien équipée pour régler ce problème? Et dans la négative, que peut-on faire?

« Ce que nous souhaitons, c'est quelque chose qui réduise le plus possible les répercussions du mauvais alignement afin d'éviter une vague de protectionnisme », a déclaré M. Azevedo. De quels instruments/mécanismes l'OMC dispose-t-elle pour s'attaquer à ce problème ou les instruments existants peuvent-ils être actualisés pour le contrer, a-t-il demandé.

Le problème est sans aucun doute complexe, car les membres ont reconnu que les taux de change font partie de l'environnement externe de l'OMC et peuvent être considérés comme un irritant dans les relations commerciales. Cependant, l'organisme ne peut pas régler la cause des mauvais alignements des devises, rôle qui convient mieux au Fonds monétaire international, de déclarer le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy. Entre-temps, le Brésil a essayé d'apporter la démonstration que ses secteurs manufacturiers ont subi de lourds déficits commerciaux à cause des taux de change qui ont érodé la protection aux frontières.

Josué Gomes Da Silva, PDG de Coteminas, est convaincu que les distorsions des taux de change sont au cœur des problèmes du secteur industriel brésilien. Il a affirmé que depuis le début de la crise (2009), les secteurs manufacturiers du Brésil ont souffert, particulièrement en 2011, de répercussions très violentes et défavorables des importations qui étaient dues principalement à la dépréciation des devises, alors que le réal brésilien est resté surévalué. « En 2011, le déficit des produits manufacturés a atteint 92,5 milliards de dollars américains », tandis qu'« en 2006 (...) le commerce des produits manufacturés a affiché un surplus de 5,1 milliards de dollars américains ».

Certains des secteurs qui enregistrent la plus forte augmentation de la pénétration des importations, notamment les produits chimiques, électroniques et les machines, sont les mêmes que ceux pour lesquels les États-Unis exercent des pressions lors des pourparlers sectoriels de l'AMNA (accès aux marchés pour les produits non agricoles). Le Brésil était le cinquième producteur par ordre d'importance de machines et de matériel dans les années 1980; en 2008, il a chuté à la 14^e place à cause de la pénétration des importations, qui peut atteindre 40 %.

Dans le secteur de l'électronique, ce chiffre est supérieur à 60 %, et l'industrie chimique brésilienne, qui était jadis classée septième dans le monde (2010), a enregistré un déficit commercial de 26 milliards de dollars américains en 2011. Il n'est pas étonnant que le Brésil ait été fermement opposé à l'approche du panier lors des négociations sectorielles.

D'autres, notamment le sous-gouverneur de la Banque du Canada, M. John Murray, ont également débattu des défis stratégiques qu'impliquent les distorsions des taux de change, qui selon eux sont problématiques pour les décideurs, puisqu'ils savent le niveau perçu de protection négocié à l'OMC; ils prétendent cependant que des mesures faisant intervenir la politique commerciale ne sont pas une réponse appropriées à des préoccupations qui ne relèvent pas de la politique commerciale. Les membres du groupe d'experts représentant des institutions internationales [FMI, Banque mondiale, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et OMC] partagent un point de vue semblable.

Les États-Unis, qui ont été aux prises avec la Chine à propos de ses prétendues manipulations de devises, étaient plutôt calmes, ont déclaré des fonctionnaires. L'ambassadeur Punke et le sous-secrétaire d'État adjoint du Trésor, M. Mark Sobel, ont publié une déclaration dans laquelle ils insistent qu'une « solide collaboration entre le FMI et l'OMC » était importante pour le système économique et commercial mondial.

« Ce séminaire nous rappelle l'importance des taux de change dans le système commercial mondial. De véritables taux de change qui sont alignés avec les éléments fondamentaux sont les assises nécessaires pour le système commercial mondial », a déclaré M. Punke.

« Il existe dorénavant un solide consensus au sujet de l'importance de préconiser des systèmes de taux de change déterminés par le marché, d'accroître la flexibilité afin de prendre en compte les éléments fondamentaux économiques sous-jacents, d'éviter des distorsions persistantes des taux de change et de s'abstenir d'une dévaluation concurrentielle des devises », a ajouté M. Sobel.

Devrait-on élaborer de brèves réponses systémiques sous forme de politiques commerciales s'articulant autour de ce problème?, a-t-on demandé lors de la séance avec les universitaires. L'OMC n'a cependant jamais répondu à la question puisque, comme l'a fait observer M. Lamy, le commerce n'est pas à l'origine du problème. « Nous devons nous assurer que le système de l'OMC ne s'effondre pas sous le poids d'attentes démesurées », a-t-il dit, rappelant aux membres que « les mesures commerciales ne peuvent pas corriger les déséquilibres politiques dans d'autres domaines et ne peuvent pas apporter une réponse à des préoccupations qui ne relèvent pas de la politique commerciale ».

Les taux de change et leur relation avec le commerce sont très compliqués, et devraient de ce fait être soigneusement gérés, a déclaré le président sortant du Groupe de travail de la relation entre commerce, dette et finances et représentant permanent de Hong Kong auprès de l'OMC, M. Martin Glass. Cependant, ce n'est que le début de la conversation, et les pourparlers devraient se poursuivre à l'avenir sous l'égide du nouveau président du GTRCDF, l'ambassadeur d'Égypte auprès de l'OMC, M. Hisham Badr.

Les pays du groupe BRICA rejettent les plurilatérales

Les ministres du Commerce des pays du groupe BRICA (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) se sont réunis à Delhi le 28 mars et ont réitéré leur opposition aux négociations plurilatérales dans les services ou « toutes initiatives plurilatérales qui vont à l'encontre des principes fondamentaux de la transparence, de l'inclusivité et du multilatéralisme », ont-ils annoncé dans une déclaration diffusée peu après leur réunion.

Le groupe souhaite que l'on poursuive les négociations en prenant appui sur les progrès réalisés jusqu'à présent et il s'est dit disposé à « examiner le résultat dans des secteurs particuliers dans lesquels des avancées sont possibles, tout en préservant la centralité du développement dans le mandat de Doha et dans le cadre global de l'engagement unique ».

Comme ils sont à présent tous membres de l'OMC, les cinq pays émergents ont l'intention de mieux harmoniser leurs efforts pour influencer sur les résultats du Cycle de Doha. Ils ont déclaré qu'ils coordonneront ensemble leur position au Sommet du G-20 qui se tiendra au Mexique et à la CNUCED XIII à Doha, le 21 avril afin de sortir les négociations de l'impasse et de s'entendre sur un « résultat loyal et équitable ».

La réunion de la CNUCED XIII, qui se déroulera du 21 au 26 avril à Doha, sera le baptême du feu de cette nouvelle collaboration entre les cinq pays émergents. En fait, des sources déclarent que le torchon brûle de plus en plus entre les membres du groupe BRICA et les pays développés (UE, États-Unis, Japon), parce que ces derniers souhaitent que l'on applique une différenciation aux pays en développement, mais les membres du groupe BRICA, avec le soutien de pays comme la Malaisie et Singapour, refusent d'abandonner leur étiquette « en développement », car ils risquent d'y laisser de nombreux avantages commerciaux.

Créée en 1964, la CNUCED « a pour objectif d'intégrer des pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor ». Cependant, on met à l'heure actuelle en doute son « assistance technique adaptée aux besoins des pays en développement ». Dans un rapport préparé par l'ONU, qui doit être débattu lors de la Conférence de Doha, les critiques contestent la gestion de la CNUCED en dénonçant son manque de vision et l'absence d'une stratégie appropriée pour réussir à atteindre ses objectifs.

Prochains événements

- CNUCED XIII, 21-26 avril, Doha (Qatar)
- Ministres du Commerce du G-20, avril 2012, Mexico
- Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, 16-18 avril et 9-12 juillet 2012
- Conseil général de l'OMC, 1-2 mai, 25-26 juillet, 3-4 octobre, 19-20 décembre 2012
- Négociations du TPP, provisoire, 8-18 mai 2012, Dallas
- Forum de l'OCDE, 22-24 mai 2012, Paris
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 4-5 juin 2012, Kazan (Russie)
- Sommet du G-20, juin 2012, Los Cabos, Baja California Sur
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 2-9 septembre 2012, Vladivostok
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 23 septembre, 20-21 septembre
- Forum public de l'OMC, 24-26 septembre 2012

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.]

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada